



Groupe de Travail Climat REDD Rénové

GTCRR

COORDINATION NATIONALE

AR

N/REF : 005/CN-GTCRR/GKB/03/2024

Kinshasa, le 29 février 2024



Aux Chancelleries des 27 Pays Membres de l'Union Européenne (Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Suède).

Toutes à Kinshasa-Gombe

A Son Excellence Monsieur le Chef de la Délégation de l'Union Européenne en RDC  
à Kinshasa-Gombe

Excellence,

**Concerne :** Lettre de transmission de la déclaration des Organisations de la Société civile environnementale de la République Démocratique du Congo réunies au sein du Groupe de Travail Climat REDD Rénové (GTCRR)

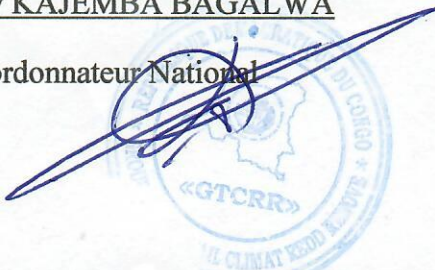
Nous venons auprès de votre haute autorité pour vous transmettre la **déclaration des Organisations de la Société civile environnementale de la République Démocratique du Congo réunies au sein du Groupe de Travail Climat REDD Rénové (GTCRR)** adressée aux 27 chancelleries des pays membres de l'Union Européenne dans les langues française et anglaise.

Veuillez agréer, Excellence, l'hommage de notre considération distinguée.

Pour les organisations de la société civile environnementale,

Guy KAJEMBA BAGALWA

Coordonnateur National





**Groupe de Travail Climat REDD Rénové**  
**GTCRR**  
**COORDINATION NATIONALE**

Kinshasa le 29 février 2024

Aux chancelleries des 27 Pays Membres de l'Union Européenne (Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Suède).

Concerne : Dénonciation et mise en garde

1. Les organisations de la société civile environnementale de la République Démocratique du Congo ont toujours développé des relations privilégiées avec l'Union Européenne dans la mise en œuvre des réformes en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans la gestion des ressources naturelles en République Démocratique du Congo. Elles saluent ainsi l'adhésion de l'Union européenne au processus de Kimberley dont elle a même assuré la présidence en 2018. Elles saluent également son soutien à l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives et la félicitent pour la récente adoption en décembre 2023 de la Loi européenne sur les matières premières critiques (Critical Raw Materials Act ou CRMA).
2. En effet, depuis plusieurs années, l'Union européenne travaille en faveur d'une approche intégrée pour l'approvisionnement responsable en minerais originaires de zones de conflit ou à haut risque. C'est dans ce cadre qu'au plus haut niveau international, elle a soutenu la résolution 1952 (2010) du Conseil de sécurité des Nations Unies — axée spécifiquement sur la République démocratique du Congo (RDC) et ses voisins des Grands Lacs – qui préconisait le recours au devoir de diligence dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement.
3. En juin 2013, les dirigeants des pays du G8<sup>1</sup> ont professé leur attachement en faveur d'une plus grande transparence dans les industries extractives et de l'encouragement d'un approvisionnement responsable, sans minerais du conflit<sup>2</sup>.
4. L'Union Européenne soutient la vision pour l'industrie minière en Afrique (African Mining Vision) entérinée par l'Union africaine en 2009 afin de garantir une exploitation optimale, équitable et en toute transparence des ressources minérales et apporte également son concours à la mise en œuvre dans la région d'initiatives mondiales en matière d'approvisionnement responsable concernant les diamants de la guerre, la transparence et les produits forestiers (KPCS, ITIE et CITES)<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Sommet des dirigeants des pays du G8 à Lough Erne, communiqué du 18 juin 2013, point 40.

<sup>2</sup> Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil de la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Bruxelles, le 5.3.2014.

<sup>3</sup> Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil de la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Bruxelles, le 5.3.2014.

5. L'Union Européenne participe activement à une initiative de l'OCDE sur les minerais originaires de zones de conflit, à savoir le guide sur le devoir de diligence et s'est engagée à promouvoir le respect de cet instrument lors de la réunion de mai 2011 du Conseil OCDE au niveau ministériel. Ce guide a pour but d'aider les entreprises à respecter les droits de l'homme et à éviter de contribuer financièrement aux conflits par leurs pratiques d'approvisionnement pour ce qui est de l'étain, du tantale, du tungstène et de l'or. D'envergure mondiale, il propose une série d'actions permettant aux entreprises d'appliquer de leur plein gré un mécanisme de contrôle et d'encouragement de la transparence dans leur chaîne d'approvisionnement en minerais<sup>4</sup>.
6. En 2010, les chefs d'État ou de gouvernement des pays de la région des Grands Lacs se sont engagés, dans le contexte de la conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), à lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles et ont adopté l'initiative régionale relative aux ressources naturelles, ainsi que les six instruments spécifiques dont elle est assortie, à savoir: l'adoption d'un mécanisme de certification régional, l'harmonisation des législations nationales, une base de données régionale sur les flux de minerais, la formalisation du secteur minier artisanal, l'encouragement de l'ITIE et la mise en place d'un mécanisme de dénonciation des abus. Cette initiative régionale a amené la RDC et le Rwanda à adopter en 2012 une législation établissant des exigences en matière de diligence pour leurs opérateurs, sur la base du guide de l'OCDE sur le devoir de diligence<sup>5</sup>.
7. En outre, les organisations de la société civile environnementale de la République Démocratique du Congo rappellent à l'Union européenne les conclusions du Conseil européen sur une nouvelle stratégie de l'Union pour les Grands Lacs, approuvées lors de la 3932e session du Conseil, le 20 février 2023. Au point 14 de ces conclusions, il est affirmé que « la principale priorité de l'Union Européenne consiste à aider à mettre fin aux conflits armés et à promouvoir la paix, la démocratie et le développement durable dans la région des Grands Lacs en contribuant à transformer les principales causes profondes de l'insécurité et de l'instabilité en perspectives communes, et en libérant tout le potentiel que recèle la région ». Dans le point 15 des mêmes conclusions, il affirmé que « l'une des principales priorités de l'Union Européenne est d'assurer, sur le long terme, la paix, la sécurité, la stabilité et le respect des droits de l'homme dans l'est de la RDC et dans la région, en suivant une approche intégrée ».
8. Nonobstant toutes ces déclarations et initiatives en matière de devoir de diligence qui mesurent l'importance de travailler avec des fonderies responsables, l'intervention de l'Union Européenne dans le cadre de la résolution du conflit à l'Est de la RDC n'a jamais réussi à faire cesser la demande de minerais originaires de zones de conflit de la part de fonderies ou d'affineries.
9. Il appert donc que les Etats membres de l'Union Européenne maîtrisent mieux que quiconque les opérateurs qui évoluent dans leurs pays et qui sont bien placés pour déterminer l'origine des minerais qu'ils achètent. Ces opérateurs constituent le dernier maillon de la chaîne d'approvisionnement pour qui il est encore techniquement possible de retracer l'origine des minerais et d'user de leur influence pour promouvoir des pratiques d'approvisionnement responsables dans les pays producteurs.

---

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> *Ibid.*

10. Au demeurant, les organisations de la société civile environnementale de la République Démocratique du Congo constatent avec regret et amertume que l'Union Européenne a commis une erreur grotesque et a fait un recul de plusieurs décennies en matière de protection des droits de l'homme dans la région des grands lacs en signant en date du 19 février 2024 un protocole d'accord avec le Rwanda pour « favoriser le développement de chaînes de valeur durables et résilientes pour les matières premières ».
11. Par voie de conséquence, les organisations de la société civile environnementale de la République Démocratique du Congo dénoncent avec la plus grande responsabilité et toute l'énergie nécessaire cet accord qui, sans risque de contredit, favorise l'omerta de l'Union Européenne sur le pillage des ressources naturelles et l'holocauste des populations congolaises par le Rwanda en cautionnant la turpitude d'un Etat agresseur et en lui délivrant ainsi un passeport pour perpétuer l'extraction des minerais de larmes et du sang, pour utiliser l'expression de Churchill.
12. En choisissant surtout de signer cet accord dans ce contexte très précis de vives tensions entre la RDC et le Rwanda, les organisations de la société civile environnementale de la République Démocratique du Congo concluent que la signature de cet accord a amené ipso facto l'exécutif européen à atteindre, de manière délibérée, le paroxysme de la jungle et du cynisme en matière de géostratégie.
13. Par-dessus le marché, les organisations de la société civile environnementale de la République Démocratique du Congo sont fortement convaincues que le renforcement de ce partenariat stratégique entre l'Union Européenne et le régime dictatorial et thanatocratique de Kigali entre en contradiction flagrante avec les valeurs fondamentales de l'Union Européenne, notamment la promotion de la paix, le respect des droits humains, la promotion du principe du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats.
14. Qui pis est, la signature de cet accord entre l'Union Européenne et le Rwanda intervient seulement quelque temps après la déclaration de la Pologne, un des 27 pays de l'Union Européenne, de fournir des armes au Rwanda « en cas d'attaque extérieure ».
15. Contrairement aux allégations de l'Union Européenne, les organisations de la société civile environnementale de la République Démocratique du Congo affirment que le Rwanda ne regorge pas sur son sol les minerais critiques et stratégiques actuellement recherchés dans le monde (coltan, cobalt, lithium, niobium). D'ailleurs, les enquêtes du Parlement européen, des groupes d'experts des Nations-Unies et des Organisations Non Gouvernementales nationales et internationales ont établi plusieurs fois que c'est à travers des multiples réseaux maffieux et des sociétés-écrans montées par ses dirigeants que le Rwanda tire ses minerais et autres matières premières de la République Démocratique du Congo qui en regorge en abondance.
16. En tout état de cause, les organisations de la société civile environnementale de la République Démocratique du Congo sont fortement convaincues que pour briser le lien entre l'extraction des ressources naturelles et les conflits à l'Est de leur pays, l'Union Européenne devrait procéder selon une démarche holistique qui prend avant tout en compte la première cause du problème qui n'est autre que la convoitise des ressources naturelles de la République Démocratique du Congo par le Rwanda et les pays qui l'appuient pour maintenir l'instabilité dans la partie Est de la RDC et ainsi ouvrir des fenêtres de pillages systématiques et à souhait de nos ressources précieuses.

17. Fort de cette situation, les organisations de la société civile environnementale de la République Démocratique du Congo appellent l'Union européenne au respect strict de l'intégrité territoriale de la RDC. Elles réitèrent leur attachement le plus farouche à la souveraineté nationale de leur pays et s'opposent mordicus à toutes tentatives, d'où qu'elles viennent et par qui elles viennent, ayant pour fin de balkaniser ce beau et riche pays que le Créateur a donné au peuple congolais sans qu'il ne le lui demande.
18. La société civile environnementale de la République Démocratique du Congo met en garde la France et la Pologne pour la politique de l'Autriche qu'elles pratiquent pour déstabiliser la République Démocratique du Congo.
19. La société civile environnementale de la République Démocratique du Congo salue la décision courageuse des Etats-Unis du 24 février 2024 rendue publique par la porte-parole du département d'Etat Lacy Tamlyn de cesser de soutenir militairement le Rwanda et de ne plus lui fournir des armes ni d'équipements. Cependant, elle encourage les mêmes Etats-Unis à s'abstenir d'utiliser la Pologne, membre de l'Otan, pour ravitailler le Rwanda en arsenal de guerre, après avoir renforcé militairement ce Pays dans le contexte de la Guerre Russie-Ukraine.
20. Toutes choses considérées, les organisations de la société civile environnementale de la République Démocratique du Congo recommandent à l'Union Européenne de :
  1. résilier sans délai l'accord du 19 février 2024 conclu avec le Rwanda pour « favoriser le développement de chaînes de valeur durables et résilientes pour les matières premières », car le sous-sol rwandais ne regorge pas des minerais critiques et stratégiques, mais bien celui de la République Démocratique du Congo.
  2. rendre effectif et contraignant son règlement sur le devoir de diligence raisonnée pour les chaînes d'approvisionnement des minerais entré en vigueur en 2021.
  3. renforcer les accords de coopération existants entre l'Union Européenne, les Etats Unis et la République Démocratique du Congo sur le développement de chaînes de valeur pour les matières premières en traitant directement avec cette dernière et en renonçant aux approvisionnements des minerais de sang provenant du Rwanda.
  4. cesser, à l'instar des Etats-Unis, de soutenir militairement le Rwanda et de ne plus lui fournir ni armes ni équipements et de le mettre sous régime de restriction en matière d'acquisition d'armes de guerre, étant donné son implication avérée et confirmée par toutes les sources crédibles dans le pillage des ressources naturelles de la RDC.
  5. prendre en toute urgence des sanctions sévères contre le Rwanda et ciblant personnellement le Président Paul Kagamé pour le maintien de l'activisme du M23 comme prétexte et alibi afin de continuer à exterminer des millions des Congolais et à piller les ressources naturelles de leur pays.

Pour les organisations de la société civile environnementale

Guy KAJEMBA BAGALWA  
Coordonnateur National

N°	Nom et post-nom	Province	Organisation
01	Guy Kajemba	Kinshasa	GTCRR
02	Augustin Mpoyi Mbunga	Kinshasa	CODELT
03	Espoir Tshakoma	Kinshasa	ERND INSTITUTE
04	Joseph Itongwa	Kinshasa	ANAPAC/REPALEF
05	Chouchouna Losale	Kinshasa	Activiste
06	Joseph Bobia Bonkaw	Kinshasa	BGVRN
07	Dorothée Lisenga	Kinshasa	CFLEDD
08	Kas Alidor Muteba	Kinshasa	OCEAN
09	Cyrille Adebu Liginda	Kisangani	OCEAN
10	Blaise Mudodosi	Kinshasa	APEM
11	Kapupu Diwa	Kinshasa	LINAPYCO
12	Essylot Lubala	Kinshasa	RENOI
13	Dieu Merci Koloto	Kinshasa	UDEME
14	Fiston Issa Lengbelu	Kinshasa	GTCRR
15	Guy Lyaki	Kinshasa	RAPY
16	Keddy Bosulu	Kinshasa	REPALEF
17	Théophile Gata	Kinshasa	CADFT
18	Jean Rémi Makana	Tshopo	SOS NATURE
19	Justin Kyale	Tshopo	OSAPY
20	Nicaise Amundala	Tshopo	ADIKIS
21	Philippe Nzita	Kinshasa	AMAR
22	Joseph Itongwa	Kinshasa	ANAPAC
23	Willy Loyombo	Kinshasa	OSAPY
24	Julien Mathe	Equateur	GASHE
25	Pasteur Jacques Bakulu	Kongo Central	COPECO

26	Brunelle Ibula	Mai-Ndombe	AFAP
27	Betto Nyongolo	Kinshasa	LINAPYCO
28	Chef Pongo Love	Kasaï	CEDAP
29	Eric Bokonzi	Kinshasa	PABO
30	Junior Tshiteya	Kinshasa	SAVE TOMORROW
31	Ruffin Imbongo Esombo	Kinshasa	CDE
32	Diel Muchire	Nord Kivu	PIDP
33	Espérance Binyuki	Sud Kivu	UEFA
34	Junior Robert Bowela	Kinshasa	IGED
35	Thomas d'Aquin Muiti	Nord Kivu	REID
36	Dieu Merci Thuambe	Haut Uele	RECOREN ONG
37	Samy Jean Takimbuka		PPJ-INTERANATIONAL
38	Patrice Iwabaguma	Sud kivu	IGE
39	Grégoire Kasadi	Sud Kivu	AMIS DE LA JUSTICE ASBL
40	Léonce Lumvi	Sud Kivu	SYDHE
41	Nene Marceline N'kimba Tulia	Maniema	GRADIMIR
42	Rocas Riziki Wasso	Sud Kivu	ADDEF
43	Désiré Mulindi	Sud Kivu	IPEDH
44	Mariana Chibalonza	Nord Kivu	IFEDD
45	Solange Rubuye	Sud Kivu	APEO
46	Séraphin Mushagalusa	Sud Kivu	CASSED
47	Séraphine Iranga	Sud Kivu	FPT
48	Abigaël Bitondo	Sud Kivu	GAD
49	Pierre Kitenge	Maniema	KINDU MAENDELEO
50	Marie-Thérèse Okenge	Kinshasa	EDD

51	Gabriel Ohanu Kasongo	Equateur	ALSEP
52	Denis Mukobelwa	Sud Kivu	SOLIDARITE PAYSANNE
53	Masimango Koshet	Sud Kivu	HUMANITE SOLIDAIRE
54	Eugène Alaka Wamlangwa	Sud Kivu	AGDBI
55	Eliane Asha	Sud Kivu	TRAFFET RDC
56	Luc Lukaba	Sud Kivu	ASSOCIATION DES JEUNES POUR LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT
57	Yokonia Mkoko	Sud Kivu	OPVR
58	Onesiphore Bitoma Kukangyu	Sud Kivu	UWEZO WETU
59	Benjamin Eninga Isshiabe	Sud Kivu	CACDI
60	Joseph Tawembe	Sud Kivu	PAP RD
61	Ngabo Saleh		ACTION COMMUNAUTAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT INTEGRAL D'ITOMBWE
62	Bushoki	Nord Kivu	INSTITUT DES BASSINS DU CONGO ET DU NIL
63	Justin Muteba Lufuma	Katanga	ADCE
64	Rigobert Mola	Kinshasa	
65	Charles Mandombo	Manchester	C. NETZERO
66	Floribert Nyamwoga	Kinshasa	CODELT
65	Jerry Lokela	Sankuru	AFFL
68	Betto Nyongolo	Kinshasa	LINAPYCO
69	Dieu Merci Koloto	Kinshasa	UDEME
70	Enrst Mpararo	Kinshasa	LICOCO
71	John Benani	Kinshasa	REPEQ
72	Djobi job Atshekanza	Kinshasa	OSAPY



99	Honoré Asumani Afalu	Ituri	PCFF
100	Emmanuel Masudi Salisali	Tshopo	OPIL



**Groupe de Travail Climat REDD Rénové**  
**GTCRR**  
**COORDINATION NATIONALE**

Kinshasa February 29, 2024

**To the chancelleries of the 27 Member Countries of the European Union ( Germany, Austria, Belgium, Bulgaria, Cyprus, Croatia, Denmark, Spain, Estonia, Finland, France, Greece, Hungary, Ireland, Italy, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malta, Netherlands , Poland, Portugal, Czech Republic, Romania, Slovakia, Slovenia and Sweden).**

**Concerned:** Denunciation and warning

1. Environmental civil society organizations in the Democratic Republic of Congo have always developed privileged relationships with the European Union in the implementation of reforms with a view to strengthening governance and transparency in the management of natural resources in the Democratic Republic of Congo. They thus welcome the European Union's accession to the Kimberley process, of which it even chaired in 2018. They also welcome its support for the Extractive Industries Transparency Initiative and congratulate it on the recent adoption in December 2023 of the European Act on Critical Raw Materials (Critical Raw Materials Act or CRMA).
2. Indeed, for several years, the European Union has been working towards an integrated approach for the responsible supply of minerals originating from conflict or high-risk zones. It is in this context that, at the highest international level, it supported United Nations Security Council Resolution 1952 (2010) – focused specifically on the Democratic Republic of Congo (DRC) and its Great Lakes neighbors – which advocated the use of due diligence in supply chain management.
3. In June 2013, G8 leaders<sup>1</sup> professed their commitment to greater transparency in extractive industries and encouraging responsible sourcing, free of conflict minerals<sup>2</sup>.
4. The European Union supports the vision for the mining industry in Africa ( African Mining Vision) endorsed by the African Union in 2009 to ensure optimal, equitable and transparent exploitation of mineral resources and also supports the implementation in the region of global initiatives in terms of responsible sourcing concerning conflict diamonds, transparency and forest products (KPCS, EITI and CITES)<sup>3</sup>.
5. The European Union is actively participating in an OECD initiative on conflict minerals, namely the Due Diligence Guidance, and committed to promoting compliance with this instrument at the May 2011 meeting of the OECD Council at ministerial level. This guide aims to help companies respect human rights and avoid contributing financially to conflicts through their sourcing practices for tin, tantalum, tungsten and gold. Global in scope, it

<sup>1</sup>Summit of G8 leaders at Lough Erne, communiqué of June 18, 2013, point 40.

<sup>2</sup>Joint communication to the European Parliament and the Council of the High Representative of the European Union for Foreign Affairs and Security Policy, Brussels, 5.3.2014.

<sup>3</sup> *Ibid.*

- proposes a series of actions allowing companies to voluntarily apply a mechanism to control and encourage transparency in their mineral supply chain<sup>4</sup>.
6. In 2010, the heads of state or government of the countries of the Great Lakes region committed, in the context of the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR), to fight against the illegal exploitation of natural resources and adopted the regional initiative relating to natural resources, as well as the six specific instruments that accompany it, namely: the adoption of a regional certification mechanism, the harmonization of national legislation, a regional database on mineral flows, the formalization of the artisanal mining sector, the encouragement of the EITI and the establishment of a mechanism for denouncing abuses. This regional initiative led the DRC and Rwanda to adopt legislation in 2012 establishing due diligence requirements for their operators, based on the OECD Due Diligence Guidance<sup>5</sup>.
  7. Furthermore, environmental civil society organizations in the Democratic Republic of Congo remind the European Union of the conclusions of the European Council on a new Union strategy for the Great Lakes, approved at the 3932nd session of the Council, on February 20, 2023. In point 14 of these conclusions, it is affirmed that “the main priority of the European Union is to help put an end to armed conflicts and to promote peace, democracy and sustainable development in the Greater Lakes by helping to transform the main root causes of insecurity and instability into common perspectives, and by unlocking all the potential that the region holds.” In point 15 of the same conclusions, he affirmed that “one of the main priorities of the European Union is to ensure, in the long term, peace, security, stability and respect for human rights in eastern DRC and the region, following an integrated approach.”
  8. Notwithstanding all its declarations and initiatives in terms of duty of care which measure the importance of working with responsible foundries, the intervention of the European Union in the context of the resolution of the conflict in the East of the DRC has not never managed to stop the demand for minerals from conflict zones from smelters or refineries.
  9. It therefore appears that the Member States of the European Union have better control than anyone else of the operators who operate in their countries and who are well placed to determine the origin of the minerals they purchase. These operators constitute the last link in the supply chain for whom it is still technically possible to trace the origin of minerals and use their influence to promote responsible sourcing practices in producing countries.
  10. Moreover, environmental civil society organizations in the Democratic Republic of Congo note with regret and bitterness that the European Union has made a grotesque error and has taken a step backwards by several decades in terms of the protection of human rights in the Great Lakes region by signing a memorandum of understanding with Rwanda on February 19, 2024 to “promote the development of sustainable and resilient value chains for raw materials”.
  11. Consequently, the environmental civil society organizations of the Democratic Republic of Congo denounce with the greatest responsibility and all the necessary energy this agreement which, without risk of contradiction, favors the omerta of the European Union on the pillaging of natural resources and the holocaust of the Congolese populations by Rwanda by condoning the turpitude of an aggressor State and thus issuing it a passport to perpetuate the extraction of minerals of tears and blood, to use the expression of Churchill.
  12. By choosing above all to sign this agreement in this very specific context of strong tensions between the DRC and Rwanda, the environmental civil society organizations of the Democratic Republic of Congo conclude that the signing of this agreement has ipso facto

---

<sup>4</sup> Joint communication to the European Parliament and the Council of the High Representative of the European Union for Foreign Affairs and Security Policy, Brussels, 5.3.2014.

<sup>5</sup> *Ibid.*

- brought the European executive to reach, in a deliberate manner, the paroxysm of the jungle and of cynicism in matters of geostrategy.
13. Above all, environmental civil society organizations in the Democratic Republic of Congo are strongly convinced that the strengthening of this strategic partnership between the European Union and the dictatorial and thanatocratic regime of Kigali is in flagrant contradiction with fundamental values of the European Union, in particular the promotion of peace, respect for human rights, promotion of the principle of respect for the sovereignty and territorial integrity of States.
  14. What's worse, the signing of this agreement between the European Union and Rwanda comes only sometime after the declaration of Poland, one of the 27 countries of the European Union, to provide weapons to Rwanda "in the event of an attack exterior.
  15. Contrary to the allegations of the European Union, environmental civil society organizations in the Democratic Republic of Congo affirm that Rwanda does not have on its soil the critical and strategic minerals currently sought in the world (coltan, cobalt, lithium and niobium). Moreover, investigations by the European Parliament, groups of experts from the United Nations and national and international Non-Governmental Organizations have established several times that it is through multiple mafia networks and shell companies set up by its leaders that Rwanda draws its minerals and other raw materials from the Democratic Republic of Congo which has an abundance of them.
  16. In any case, environmental civil society organizations in the Democratic Republic of Congo are strongly convinced that to break the link between the extraction of natural resources and the conflicts in the East of their country, the European Union should proceed according to a holistic approach which takes into account above all the first cause of the problem which is none other than the covetousness of the natural resources of the Democratic Republic of Congo by Rwanda and the countries which support it to maintain instability in the Eastern part of the DRC and thus open windows for systematic and random pillaging of our precious resources.
  17. Building on this situation, environmental civil society organizations in the Democratic Republic of Congo call on the European Union to strictly respect the territorial integrity of the DRC. They reiterate their fiercest attachment to the national sovereignty of their country and staunchly oppose all attempts, wherever they come from and by whom they come, with the aim of Balkanizing this beautiful and rich country that the Creator has given to the Congolese people without them asking for it.
  18. The environmental civil society of the Democratic Republic of Congo warns France and Poland for the burying their heads in the sand policy that they are practicing to destabilize the Democratic Republic of Congo.
  19. Environmental civil society in the Democratic Republic of Congo welcomes the courageous decision of the United States of February 24, 2024 made public by State Department spokesperson Lacy Tamlyn to stop supporting Rwanda militarily and to no longer provide it with weapons or equipment. However, it encourages the same United States to refrain from using Poland, a NATO member, to supply Rwanda with arsenal of war, after having militarily reinforced this Country in the context of the Russia-Ukraine War.
  20. All things considered, environmental civil society organizations in the Democratic Republic of Congo recommend that the European Union:
    1. immediately terminate the agreement of February 19, 2024 concluded with Rwanda to "promote the development of sustainable and resilient value chains for raw materials", because the Rwandan subsoil is not full of critical and strategic minerals, but rather that of the Democratic Republic of Congo.
    2. make effective and binding its regulation on due diligence for mineral supply chains which entered into force in 2021.

3. strengthen existing cooperation agreements between the European Union, the United States and the Democratic Republic of Congo on the development of value chains for raw materials by dealing directly with the latter and renouncing supplies of blood minerals from Rwanda.
4. stop, like the United States, supporting Rwanda militarily and no longer providing it with weapons or equipment and placing it under a regime of restrictions in terms of the acquisition of weapons of war, given its proven involvement and confirmed by all credible sources in the plundering of the DRC's natural resources.
5. urgently take severe sanctions against Rwanda and personally targeting President Paul Kagame for maintaining the activism of the M23 as a pretext and alibi to continue to exterminate millions of Congolese and plunder their country's natural resources.

For environmental civil society organizations

Guy KAJEMBA BAGLWA  
National Coordinator

No.	Name and Surname	Province	Organization
01	Guy Kajemba	Kinshasa	GTCRR
02	Augustin Mpoyi Mbunga	Kinshasa	CODELT
03	Espoir Tshakoma	Kinshasa	ERND INSTITUTE
04	Joseph Itongwa	Kinshasa	ANAPAC/REPALEF
05	Chouchouna Losale	Kinshasa	ACTIVISTE
06	Joseph Bobia Bonkaw	Kinshasa	BGVRN
07	Dorothee Lisenga	Kinshasa	CFLEDD
08	Kas Alidor Muteba	Kinshasa	OCEAN
09	Cyrille Adebu Liginda	Kisangani	OCEAN
10	Blaise Mudodosi	Kinshasa	APEM
11	Kapupu Diwa	Kinshasa	LINAPYCO
12	Essylot Lubala	Kinshasa	RENOI
13	Dieu Merci Koloto	Kinshasa	UDEME
14	Fiston Issa Lengbelu	Kinshasa	GTCRR
15	Guy Lyaki	Kinshasa	RAPY

16	Keddy Bosulu	Kinshasa	REPALEF
17	Théophile Gata	Kinshasa	CADFT
18	Jean Rémi Makana	Tshopo	SOS NATURE
19	Justin Kyale	Tshopo	OSAPY
20	Nicaise Amundala	Tshopo	ADIKIS
21	Philippe Nzita	Kinshasa	AMAR
22	Joseph Itongwa	Kinshasa	ANAPAC
23	Willy Loyombo	Kinshasa	OSAPY
24	Julien Mathe	Equateur	GASHE
25	Pasteur Jacques Bakulu	Kongo Central	COPECO
26	Brunelle Ibula	Mai-Ndombe	AFAP
27	Betto Nyongolo	Kinshasa	LINAPYCO
28	Chef Pongo Love	Kasaï	CEDAP
29	Eric Bokonzi	Kinshasa	PABO
30	Junior Tshiteya	Kinshasa	SAVE TOMORROW
31	Ruffin Imbongo Esombo	Kinshasa	CDE
32	Diel Muchire	Nord Kivu	PIDP
33	Espérance Binyuki	Sud Kivu	UEFA
34	Junior Robert Bowela	Kinshasa	IGED
35	Thomas d'Aquin Muiti	Nord Kivu	REID
36	Dieu Merci Thuambe	Haut Uele	RECOREN ONG
37	Samy Jean Takimbuka		PPJ-INTERANATIONAL
38	Patrice Iwabaguma	Sud kivu	IGE
39	Grégoire Kasadi	Sud Kivu	AMIS DE LA JUSTICE ASBL
40	Léonce Lumvi	Sud Kivu	SYDHE

41	Nene Marceline N'kimba Tulia	Maniema	GRADIMIR
42	Rocas Riziki Wasso	Sud Kivu	ADDEF
43	Désiré Mulindi	Sud Kivu	IPEDH
44	Mariana Chibalonza	Nord Kivu	IFEDD
45	Solange Rubuye	Sud Kivu	APEO
46	Séraphin Mushagalusa	Sud Kivu	CASSED
47	Séraphine Iranga	Sud Kivu	FPT
48	Abigael Bitondo	Sud Kivu	GAD
49	Pierre Kitenge	Maniema	KINDU MAENDELEO
50	Marie-Thérèse Okenge	Kinshasa	EDD
51	Gabriel Ohanu Kasongo	Equateur	ALSEP
52	Denis Mukobelwa	Sud Kivu	SOLIDARITE PAYSANNE
53	Masimango Koshet	Sud Kivu	HUMANITE SOLIDAIRE
54	Eugène Alaka Wamlangwa	Sud Kivu	AGDBI
55	Eliane Asha	Sud Kivu	TRAFFET RDC
56	Luc Lukaba	Sud Kivu	ASSOCIATION DES JEUNES POUR LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT
57	Yokonia Mkoko	Sud Kivu	OPVR
58	Onesiphore Bitoma Kukangyu	Sud Kivu	UWEZO WETU
59	Benjamin Eninga Isshiabe	Sud Kivu	CACDI
60	Joseph Tawembe	Sud Kivu	PAP RD
61	Ngabo Saleh		ACTION COMMUNAUTAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT INTEGRAL D'ITOMBWE

62	Bushoki	Nord Kivu	INSTITUT DES BASSINS DU CONGO ET DU NIL
63	Justin Muteba Lufuma	Katanga	ADCE
64	Rigobert Mola	Kinshasa	
65	Charles Mandombo	Manchester	C. NETZERO
66	Floribert Nyamwoga	Kinshasa	CODELT
65	Jerry Lokela	Sankuru	AFFL
68	Betto Nyongolo	Kinshasa	LINAPYCO
69	Dieu Merci Koloto	Kinshasa	UDEME
70	Enrst Mpararo	Kinshasa	LICOCO
71	John Benani	Kinshasa	REPEQ
72	Djobi job Atshekanza	Kinshasa	OSAPY
73	Guylain Mola	Equateur	REPALEF
74	Dede Molala	Equateur	SPFA
75	Céline Mola	Kinshasa	CFAC
76	Alfred Kibwisa	Kinshasa	COJEC
77	JB Shasha	Sud Kivu	NCE KALONGE
78	Adolphe Bope	Kasaï central	COOPABEC
79	Berthe Kamanga	Kasai Oriental	EPAP RDC
80	Raphaël Mboyo	Kinshasa	CIDB
81	André Ikoko	Mai-Ndombe	CAMAID
82	Jolie Mola	Kinshasa	SYFA
83	Chimita Melebo	Kinshasa	AFPA
84	Bolawembo Bolowe	Mai-Ndombe	UDME
85	Poisson Lobile	Mai-Ndombe	UDME
86	Ngali Lopeka Galva	Equateur	UDME
87	Jean-Claude Loimbo	Sankuru	UDME



88	André Iyomi	Mokoto	UDME
89	Likeka Sylva	Tshwapa	IGED
90	Franck Eluo	Mongala	REPALEF
91	Josué Efambe	Equateur	APRI
92	Valentin Engobo	Equateur	APPL
93	Pierre Bonkono	Equateur	CDPA
94	Mardochée Bokonga	Kinshasa	APAGEC
95	Pierrette Soyi	Kinshasa	ADFPR
96	Léonard Manyangeno	Mweka/Kasaï	REPRESENTANT DES PEUPLES AUTOCHTONES
97	Revocat Mukubwa	Maniema	APEDEMA
98	Stéphane Banza	Katanga	APRONAPAKAT
99	Honoré Asumani Afalu	Ituri	PCFF
100	Emmanuel Masudi Salisali	Tshopo	OPIL